# QUELQUES POINTS À L'ORDRE DU JOUR DE LA DEUXIÈME SESSION ORDINAIRE 2024 DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE DU BÉNIN

**1-** la Présentation du rapport d'activités du président de l'Assemblée nationale couvrant la période allant du 1er avril au 30 septembre 2024 ;

**2-** le Projet de loi de finances pour la gestion 2025 ;

**3-** le Projet de loi de règlement pour la gestion 2022 ;

**4-** le Projet de loi relatif à l'alimentation scolaire en République du Bénin ;

**5-** le Projet de loi portant maîtrise d'ouvrage publique en République du Bénin ;

**6-** le Projet de loi portant organisation de la concurrence en République du Bénin ;

**7-** le Projet de loi portant dispositions spéciales de procédures relatives à l'organisation de la défense des intérêts de l'État devant les juridictions et portant création de l'Agence judiciaire de l'État ;

**8-** le Projet de loi-cadre sur la construction et l'habitation ;

**9-** la Proposition de résolution modifiant et complétant le Règlement intérieur de l'Assemblée nationale ;

**10-** la Proposition de loi modifiant et complétant la loi n° 90-019 du 27 juillet 1990 fixant les fêtes légales en République du Bénin ;

**11-** le Projet de loi portant statut du barreau de la République du Bénin ;

**12-** le Bilan d'activités et la situation financière, exercice 2022, de la Caisse des dépôts et de consignations du Bénin ;

**13-** le Projet de loi portant autorisation d'adhésion à l'Acte de 1991 de la Convention Internationale de la Protection des obtentions végétales (UPOV), adopté à Genève, le 19 mars 1994 ;

**14-** le Projet de loi portant autorisation d'adhésion, au protocole facultatif se rapportant au pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels, adopté à New York le 10 décembre 2008 ;

**15-** le Projet de loi portant Organisation de l'exercice en clientèle privée des professions médicales et paramédicales de santé humaine en République du Bénin ;

**16-** le Projet de loi portant autorisation de ratification de l'accord-cadre signé à Cotonou avec la Banque arabe pour le Développement économique en Afrique (BADEA), dans le cadre de la protection des investissements en République du Bénin ;

**17-** le Projet de loi portant autorisation d'adhésion du Bénin au traité de Marrakech visant à faciliter l'accès des aveugles, des déficients visuels et les personnes ayant d'autres difficultés de lecture des textes imprimés aux œuvres publiées, adopté le 27 juin 2013 ;

**18-** Autres dossiers.